

**Ghislaine Glasson Deschaumes**

[ggd@transeuropeennes.org](mailto:ggd@transeuropeennes.org)

*Les Etats généraux de la Culture à Marseille offrent l'opportunité de réfléchir d'une manière collective, autonome et indépendante, aux modalités du projet « Traduire en Méditerranée », dont les premiers jalons ont été posés en 2005, à ses objectifs, méthodes, ordres de priorité, à partir d'un de ses champs de travail : l'écrit. En étant très utilement articulé à la question des bibliothèques, l'atelier de Marseille est aussi l'occasion de s'interroger sur le rôle que celles-ci peuvent jouer dans la mise en œuvre d'une politique culturelle euro-méditerranéenne concernant la traduction. De là, il pourra conduire à une réflexion plus large sur la mission contemporaine des bibliothèques dans le développement et la diffusion des savoirs, notamment à partir des liens de coopération qu'elles sont susceptibles de tisser entre elles. La présente note introductive campe le paysage et les enjeux, et elle soulève un certain nombre de questions que l'atelier « traduction, écrits, bibliothèques » de Marseille devra s'attacher à traiter.*

## **Traduction, écrits, bibliothèques**

### **Propos introductifs**

« L'espace de soi résonne de plus d'une voix :  
pourquoi devraient-elles toutes s'éteindre hormis une seule ? »  
Alaa Khaled<sup>1</sup>

« Les 'cultures' – ce qu'on appelle ainsi – ne s'additionnent pas.  
Elles se rencontrent, se mêlent, s'altèrent, se reconfigurent.  
Elles se mettent les unes les autres en culture, se défrichent,  
s'irriguent ou s'assèchent, se labourent ou se greffent. »  
Jean-Luc Nancy<sup>2</sup>

« Où sont les livres ? a chuchoté Maître Osman. –  
Lesquels ? répliqua le nain. Les Corans du Yémen, en  
écriture coufique, la bibliothèque de Tabriz, rapportée par le  
Bienheureux Sultan Sélim 1<sup>er</sup> le Cruel, celles des  
proscriptions, ou les volumes offerts par les ambassadeurs  
de Venise au grand-père de notre Sultan, ou les livres qui  
datent de Constantinople, abandonnés ici après la prise de la  
ville par Mehmed le Conquérant ? – Ceux offerts il y a  
trente ans par Shah Tahmasp au Sultan Sélim. »  
Orhan Pamuk<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> « Rôles multiples, voix plurielles », in *Territoire Méditerranée*, dir. C.Redalié, A.Laufer, M.Farré, Labor et Fides, Genève, 2005

<sup>2</sup> « *Eloge de la mêlée* » (en hommage à Sarajevo), texte inaugural de la revue *Transeuropéennes* n° 1, « L'Europe dessaisie », janv. 1993, Paris.

Dans un entretien avec Anne Laufer et Sofiane Hadjhadj en 2004<sup>4</sup>, le cinéaste Jean-Luc Godard s'insurgeait contre un excès de traduction qui, par le sous-titrage systématique, rendrait inaudible la différence des langues, des mondes qu'elles recouvrent, des réalités qui les travaillent. Il fallait, selon lui, en passer par l'épreuve d'une confrontation multilingue pour comprendre qu'on ne se comprend pas. Pour provocante qu'elle soit, en ouverture de propos en partie centrés sur la traduction, la posture de Godard souligne les risques d'une « fausse fraternité », lorsque traduire se réduit à la transmission d'un message ; il invite à faire l'expérience de l'étrangeté inappropriable de la différence des langues en tant qu'elles sont l'expression d'un rapport au monde. Ces propos résonnent particulièrement dans cette Méditerranée où nous croyons si bien nous connaître, où la géographie de nos échanges est parfois trop usée, où les malentendus foisonnent, où le désir d'un « vivre ensemble » persiste pourtant.

C'est depuis le terrain d'une compréhension qui ne peut pas être à sens unique<sup>5</sup> ni préconçue, depuis un mouvement de déploiement et de libération des savoirs et des imaginaires qu'il nous faut poser l'enjeu de la traduction. Or la traduction est aujourd'hui, et hormis quelques tout récents développements, l'étrange impensé des politiques culturelles et des pratiques interculturelles.

### **Une si longue absence**

N'est-ce pas à une « fausse fraternité » (Godard) que nous expose le motif du « dialogue interculturel », dès lors qu'il se déploie dans l'esquive totale des langues et des imaginaires, avec leurs richesses hybrides, densité, complexité, hétérogénéité, et dans l'ignorance de ce qui peut à la fois les nourrir et les relier entre elles : la traduction, la transmission, la mise en circulation effective ?

En se construisant dès le début des années 1990 dans l'évitement des réalités géostratégiques et de leur impact sur les sociétés, au cœur desquels il se situe pourtant historiquement<sup>6</sup>, le dialogue interculturel, que l'Union européenne célèbre cette année,

---

<sup>3</sup> Orhan Pamuk, *Mon nom est Rouge*, trad. du turc par Gilles Autier, Ed. Gallimard 2001, Folio p.542

<sup>4</sup> « Personne n'est à sa place », entretien avec Jean-Luc Godard, in *Territoire Méditerranée*, op. cit.

<sup>5</sup> Je renvoie ici aux perspectives posées par les participants de l'atelier « images et écrits » à Paris en 2006 : retrouver les contre-champs (T.Chikhaoui), ouvrir les imaginaires, laisser jouer l'équivoque, la polysémie, la polyphonie des langues et des cultures...

<sup>6</sup> D'abord comme réplique à l'idéologie huntingtonienne de « choc des civilisations » puis comme amortisseur de la « guerre contre le terrorisme ».

néglige le lien entre culture et politique et court ainsi le risque de n'être qu'une coque vide. Or tout invite aujourd'hui à des propositions culturelles concrètes et contemporaines dans l'espace euro-méditerranéen, appuyées sur une identification claire des besoins. De nouveaux liens sont à instruire entre cultures et territoires, entre langues et sociétés ; la diversité culturelle ne peut être traitée indépendamment des réalités économiques et sociales et des contextes ; les contrastes dans les conditions de production et de diffusion des savoirs et des œuvres artistiques ne peuvent être ignorés ; pas plus que l'accès technologique inégal aux réseaux de connaissance, compliqué des logiques de censure politique ou religieuse, ou encore la soumission absolue aux logiques de marché, constitutives d'autres censures... Tel est aussi le contexte dans lequel situer les problématiques de l'écrit, de la traduction, des bibliothèques.

La traduction a également été totalement absente, jusqu'à ce jour, des perspectives institutionnelles et des politiques publiques en matière de diversité culturelle. Or celle-ci infléchit désormais durablement les politiques culturelles des Etats signataires de la convention de l'Unesco et elle constitue le fil rouge de l'« Agenda européen de la culture à l'ère de la mondialisation » proposé par la Commission européenne en mai 2007.

Avec l'insertion, en mai 2008, à Athènes, d'un paragraphe soulignant l'importance de la traduction dans les conclusions des ministres de la culture euro-méditerranéens, un premier tournant vient enfin d'être pris, sur une initiative de *Transeuropéennes* puis des pouvoirs publics français. Un deuxième jalon est actuellement posé au niveau européen, avec les propositions du Commissaire européen Léonard Orban sur le multilinguisme et l'émergence, à l'automne 2008, dans le cadre des États généraux du multilinguisme, d'une proposition de politique européenne de traduction. Il faut espérer que ces heureux présages, développés en conclusion de cette note, conduiront à des politiques concrètes dûment financées.

### **Traduire, entre les cultures**

C'est l'idée même d'un « traduire, entre les cultures »<sup>7</sup> qu'il faut mettre en lumière. Peut-on concevoir un véritable « dialogue » qui ne passerait pas, entre les rives et dans les interstices, par la traduction, c'est-à-dire l'épreuve des différences, levant la question des intraduisibles ? Dans un très belle réplique à Jean-Philippe Milet lors du colloque « Idiomes, nationalités, déconstructions »<sup>8</sup>, à Rabat en avril 1996, Jacques Derrida disait : « cette altérité infinie, cette infinie irréductibilité d'une distance incommensurable, cette incommensurabilité

---

<sup>7</sup> Concept développé par *Transeuropéennes* et qui a fait l'objet du numéro 22 de la revue en 2002.

<sup>8</sup> Actes du colloque publiés par les Editions Toubkal et les cahiers Intersignes en 1998, à Casablanca. p.247

absolue n'empêchent pas que quelque chose arrive, que l'on se parle, qu'on se livre des guerres, qu'on rêve de paix, et que la compassion nous submerge. Au contraire, cette altérité, cette impossibilité en est la condition. Il y a une infinité de mondes intraduisibles et cette intraduisibilité est la condition de l'arrivée de l'un pour l'autre ». L'œuvre majeure qu'est le *Vocabulaire européen des philosophies* a pour sous-titre « Dictionnaire des intraduisibles » ; il donne à l'entreprise toute sa portée, que Barbara Cassin, directrice de l'ouvrage, explicite ainsi dans son propos liminaire : « l'intraduisible, c'est plutôt ce qu'on ne cesse pas de (ne pas) traduire »<sup>9</sup>.

La traduction est un mode de relation entre les langues, les imaginaires, les savoirs, les modes de représentation. Elle est un mode de relation de soi à soi et de soi aux autres. Elle peut contribuer à l'émergence d'une « géophilosophie »<sup>10</sup> de la Méditerranée, conçue dans l'ouverture à soi et aux autres mondes, comme travail aux frontières, qui résulterait de « l'entre-traduction constante d'une pluralité de langues confrontant des pensées d'horizons divers »<sup>11</sup>. Ou, pour reprendre l'horizon du projet « Traduire en Méditerranée », « la Méditerranée doit devenir, dans les dix ans qui viennent, un tissu de traduction »<sup>12</sup>.

Dans un monde largement dominé par les images, que l'on instrumentalise à loisir, et marqué par les logiques de simplification, les langues sont réduites au message, les messages aux mots d'ordre, voire aux signaux. Déplier les langues dans leur temporalité longue et dans leur polyphonie, les rendre à leur complexité, à leur richesse, n'est-ce pas leur conférer le pouvoir d'émancipation qui semble leur avoir été confisqué ? Si le champ des langues se rétrécit, alors la langue et ses locuteurs s'appauvrissent, la pensée et l'imaginaire se tarissent. Traduire, c'est solliciter les mémoires de la langue et forger dans le même temps son devenir.

## **Pourquoi traduire**

Nous avons besoin de traduire davantage et en tous sens en Méditerranée, parce que la circulation vers le plus grand nombre des idées, des œuvres de l'imaginaire et de la pensée, est indispensable. Lorsqu'un auteur est enserré dans le confinement (censure, contrôle social, enfermement spatial comme en Cisjordanie ou à Gaza, absence de mobilité intérieure, comme en Bosnie-Herzégovine par exemple, etc), le traduire, c'est permettre un dégagement, une

---

<sup>9</sup> *Vocabulaire européen des philosophies*, dir. Barbara Cassin, Le Seuil/Le Robert, Paris, 2004. Des traductions du *Vocabulaire* sont actuellement en cours vers l'arabe, le farsi, le portugais, l'anglais.

<sup>10</sup> Ce terme est emprunté au projet « géophilosophie de l'Europe » développé autour de Jean-Luc Nancy et Philippe Lacoue-Labarthe à Strasbourg au début des années 1990.

<sup>11</sup> « Lettre ouverte sur la politique de la traduction », François Jullien, Thierry Marchaisse, Michèle Gendreau-Massaloux et Michel Prigent, dossier « la traduction, un choix culturel », *Esprit*, juin 1999.

<sup>12</sup> Ghislaine Glasson Deschaumes, « La Méditerranée, un tissu de traduction » in *An alternative gaze*, ed. Fondation européenne de la culture, Amsterdam, 2007.

émancipation. Traduire Kundera en français en 1969, c'était faire connaître l'auteur de l'extraordinaire roman *La Plaisanterie* et ce monde inconnu de l'« Autre Europe », mais c'était aussi protéger son auteur et renforcer l'œuvre elle-même. En voyageant, les textes aussi s'émancipent.

Cette circulation produit, pour reprendre la métaphore de Jean-Luc Nancy, une « mise en culture ». En 1999, François Jullien, Thierry Marchaisse, Michèle Gendreau-Massaloux et Michel Prigent en appelaient à lutter contre un « phénomène mondial de détraduction ». Ils écrivaient : « (...) traduire, c'est penser et réciproquement. Et cela est si vrai que l'absence d'une telle « épreuve de l'étranger » se fait déjà sentir dans l'uniformisation actuelle de la pensée (...) »<sup>13</sup>. Ils ajoutaient, dans une proposition qui pourrait être étendue à l'ensemble des sciences humaines et sociales : « en se transportant, par reconfiguration des concepts, d'une langue à une autre, en même temps qu'elle [la philosophie] se communique, elle se retravaille, induisant dans chaque nouveau contexte des effets toujours imprédictibles ». Et ce qui est vrai pour la recherche en sciences humaines et sociales vaut tout autant pour l'art. L'uniformisation par la langue conduit aussi à une uniformisation des esthétiques<sup>14</sup>.

En ce sens, et depuis toujours, la traduction est un extraordinaire ferment pour la recherche, et, dans le langage bruxellois d'aujourd'hui, pour « l'innovation »<sup>15</sup>. Les traducteurs de l'époque abbasside à Bagdad étaient à la pointe de la recherche scientifique arabe. En 1987, dans un numéro de la revue bibliographique *Préfaces* sur les enjeux de la traduction, Roshdi Rashed rappelait que, lors de la phase de traduction du grec en arabe au IX<sup>ème</sup> siècle « les traducteurs étaient souvent d'éminents spécialistes du domaine. De plus, l'activité de traduction à cette époque n'était pas séparée de l'activité de recherche en tant que telle. C'est dire que l'on ne traduisait pas pour constituer une bibliothèque de livres anciens, mais essentiellement pour poursuivre une recherche engagée ». L'épistémologie de la traduction, avec les controverses sur la méthode, les débats sur la terminologie, participait de cette recherche.

Aujourd'hui, parallèlement aux entreprises de traduction engagées par les éditeurs ou par les grands programmes nationaux, nombreux sont ceux qui, philosophes, chercheurs, enseignants, metteurs en scène, artistes, critiques d'art, se mettent à traduire – une phrase, un texte, tout ou partie d'une œuvre, et font ainsi passer vers leurs étudiants, leur public, puis

---

<sup>13</sup> Op.cit, *Esprit*, juin 1999, Paris.

<sup>14</sup> Voir à ce sujet les travaux de la critique d'art Salwa Mikdadi, qui souligne comment de nombreux artistes arabes, soucieux de conquérir une audience internationale, en viennent à marginaliser leur langue maternelle au bénéfice de l'anglais, se coupant également, par là-même, des publics locaux. [www.eurocult.org](http://www.eurocult.org), séminaire d'Amman, juin 2007

<sup>15</sup> 2009 sera « l'année européenne de la créativité et de l'innovation ».

d'autres encore, des propositions inédites. La traduction a infiniment besoin de passeurs. Et « Traduire en Méditerranée » tout autant.

La seconde vertu de la traduction est de nourrir la langue et la pensée d'arrivée. Présentant son « plan Ishaq Ibn Hunayn », à Paris en 2006, Abdessalam Cheddadi soulignait à quel point le retard accumulé en matière de traduction vers l'arabe « interdit à la langue arabe, dans son état actuel, d'être au niveau minimal normalement requis de la connaissance et de la création modernes, et d'en suivre le développement ». Dans un article récent<sup>16</sup>, il précise, parlant de l'univers de la science et de la technologie: « Dans aucune discipline on ne dispose en langue arabe de l'ensemble des éléments constitutifs d'un champ disciplinaire ». « Sur cette base, dit-il, la production en arabe dans les disciplines scientifiques ne peut s'épanouir. »

Rappelant que l'on ne traduit pas des mots, mais des pans entiers de pensée, et que la traduction est un travail sur sa propre langue, Mustapha Laarissa, lors d'un séminaire de *Transeuropéennes* en 2005 intitulé « Quelles politiques de traduction en Méditerranée ? »<sup>17</sup>, formulait ainsi cette tension productive : « Je suis en guerre contre ma propre langue quand je traduis ». Le nécessaire renouvellement des langues par la traduction ne concerne pas seulement la langue arabe, même s'il revêt pour celle-ci un caractère vital, comme le souligne Abdessalam Cheddadi, en rappelant qu'aucune réforme linguistique n'a été menée à bien. Aujourd'hui plus qu'avant, du fait des mouvements de population consécutifs aux processus de mondialisation, les langues accueillent, et parfois s'hybrident. Peut-être même sont-elles plus hospitalières que les gouvernements et systèmes politiques qui voudraient ignorer « la part de l'étranger »<sup>18</sup> (Kadhim Jihad Hassan). Croire que les langues doivent être protégées de l'altération, fixées et présentées comme des biens immuables, revient à les condamner.

Ouvrir des chantiers de traduction, c'est mettre en mouvement la langue à partir de multiples sources. Que la plupart des traductions vers l'arabe et vers les autres idiomes de l'espace euro-méditerranéen aient pour langue d'origine l'anglais ne contribue pas à la richesse des renouvellements possibles. Que la plupart des traductions Sud-Sud passent par l'anglais, voire le français, comme le dénonçait avec force, dans le séminaire de 2005 déjà cité, l'écrivain égyptien Gamal Ghitany, parce que les compétences linguistiques font défaut, réduit également les possibilités de contre-champs. A Paris, en 2006, Abdessalam Cheddadi

---

<sup>16</sup> Voir les excellents actes de colloque réunis sous la direction de Richard Jacquemond : *La traduction des sciences humaines et sociales dans le monde arabe contemporain*, Ed. Fondation du Roi Abdul-Aziz et la Konrad Adenauer Stiftung, Casablanca, 2007.

<sup>17</sup> Séminaire organisé avec la Maison de l'Europe de Paris le 5 octobre 2005, ouvert par Catherine Lalumière, avec notamment Hassan Abbas, Etienne Balibar, Fethi Benslama, Driss El Yazami, Gamal Ghitany, Rada Ivekovic, Mustapha Laarissa, Joëlle Marelli, Stephen Wright, conduit par Ghislaine Glasson Deschaumes.

<sup>18</sup> *La part de l'étranger* (la traduction de la poésie dans la culture arabe, essai critique), Kadhim Jihad Hassan, Actes Sud/Sindbad, 2007.

avait lié deux urgences pour le monde arabe : un plan ambitieux de traduction et un programme visant à renouer avec le patrimoine culturel arabe, y compris le patrimoine des traducteurs et traductions. Lorsque, dans une réunion récente à Paris sur la traduction en Europe, Yves Hersant proposait un chantier d'étude sur les moments historiques de traduction en Europe, l'optique est voisine. Les archives du rapport à la langue sont aussi celles des passages et des échanges. Et, comme a pu le montrer une récente et violente polémique sur l'ouvrage d'un médiéviste français<sup>19</sup> minorant le rôle des traducteurs arabes dans la transmission de la pensée grecque, elles ne sont jamais neutres. Un chantier méditerranéen serait donc aussi celui-là.

On voit ici clairement l'immense et passionnant défi lancé, dans le monde contemporain, aux bibliothèques. Elles se trouvent à la croisée des chemins. Il leur faut tout d'abord mener une politique de collecte ambitieuse (manuscrits, archives d'auteurs, artistes, éditeurs...), le faire savoir et mettre à disposition des chercheurs et des traducteurs ces matériaux qui seraient autrement inaccessibles ou perdus. Cette contribution à la recherche est vitale. Il leur faut valoriser le patrimoine linguistique, artistique, historique de leur territoire : la bibliothèque d'Alexandrie, par exemple, est ainsi virtuellement dépositaire d'un imaginaire qui dépasse la seule langue arabe, englobe l'histoire antique de la ville, la Bible des Septantes, etc. En cela, sa mission s'ancre nécessairement dans le territoire. Elles doivent en outre proposer des outils d'accès aux savoirs, donner le goût de la découverte, de la connaissance, de la lecture à des populations modestes ou pauvres, immigrés ou enfants d'immigrés, groupes marginalisés, tenus à l'écart de la production culturelle. Il leur faut non seulement valoriser la langue et la culture du pays, du territoire, mais rendre visibles et accessibles les œuvres traduites, les horizons d'autres cultures.

### **Revoir les bibliothèques**

En ce sens, les bibliothèques renoueraient avec les périodes fastes de leur histoire. A l'époque abbasside, par exemple, les traducteurs, qui étaient aussi des chercheurs, se rencontraient, débattaient, traduisaient dans la Maison de la Sagesse, qui était aussi la bibliothèque. Les manuscrits leur étaient accessibles, ils étaient en partage. Il en allait de même à Cordoue au X<sup>ème</sup> siècle ou dans les foyers intellectuels monastiques de l'Europe médiévale. Les bibliothèques ne peuvent ni ne doivent tenir les archives au secret, sous peine de priver toute une société des possibilités d'une représentation de soi. Les archives

---

<sup>19</sup> Sylvain Gouguenheim, auteur de *Aristote au Mont Saint-Michel*, le Seuil, Paris, 2008

confisquées, c'est justement ce qui intéresse Orhan Pamuk, dans son roman *Mon nom est Rouge*, se déroulant à la fin du XVI<sup>ème</sup> siècle ottoman dans le milieu des artistes miniaturistes travaillant pour le Sultan. Il y décrit l'immense dépôt du Palais Topkapi, où les livres jouxtent toutes sortes d'autres cadeaux ou prises de guerre, entassés dans le plus total désordre, plongés dans l'obscurité. Les contemporains (ici, les artistes miniaturistes, rêvant des œuvres des grands maîtres persans) sont privés d'accès à ce qui fonde leur tradition. Et l'épisode nous rappelle en écho que l'ouverture des archives ottomanes par la République turque a été un très long et très complexe processus.

Parce que les bibliothèques donnent accès aux archives de la langue, des imaginaires, des mémoires collectives enchevêtrées, elles sont vitales non seulement pour l'histoire, mais aussi pour toute entreprise de traduction et, plus amplement, pour toute entreprise de transmission. C'est pourquoi l'incendie de la bibliothèque de Sarajevo en août 1992, où disparurent 150 000 manuscrits et livres rares du patrimoine culturel des Balkans et de la Bosnie, reste qualifiée de « mémoricide ».

#### **« Traduire en Méditerranée » : entrée en matière**

Les déficits de traduction sont immenses et les méconnaissances réciproques de part et d'autre de la Méditerranée n'ont cessé de s'amplifier depuis près vingt ans. Elles ont été renforcées encore par les barrières imposées, la limitation de mouvement du Sud vers le Nord, l'esprit général de suspicion. Que, dans le même temps, les nouveaux médias et les nouveaux outils de communication ouvrent de nouveaux champs d'échange n'est qu'en apparence un paradoxe.

Face à cette réalité, dont on a pu prendre la mesure dès la première guerre du Golfe et lors des guerres d'ex-Yougoslavie, différentes organisations se sont mises au travail, les unes en lien avec la dimension régionale du Processus de Barcelone, les autres centrées sur les besoins propres à une langue et sa réalité nationale, un domaine spécifique, une région particulière. La revue *Transeuropéennes* a engagé dès 1995 des programmes de coopération culturelle en Méditerranée et dans les Balkans, fondés sur la réflexion commune et la recherche, la formation, la traduction et la diffusion des idées et des œuvres. Elle s'est attachée à valoriser la diversité des langues, la complexité propre à chaque culture, la singularité de chaque processus d'émancipation, tout en instruisant une critique des politiques identitaires qui induisent fragmentation, haine de l'autre et haine de soi. Dans la droite ligne des travaux menés depuis 1999 en Méditerranée sous le titre « traduire, entre les cultures »,

*Transeuropéennes* a proposé en 2006, durant l'Atelier culturel<sup>20</sup> de Paris (atelier « Images et écrits ») une initiative régionale structurante pour « traduire en Méditerranée ». Il s'agit tout d'abord de développer un état des lieux circonstancié, évolutif, pouvant conduire à une mise en réseau et à une stratégie de coordination des programmes et politiques en vigueur. Ce projet se propose de susciter des dynamiques de traduction dans le champ de l'écrit (notamment la littérature, les sciences humaines et sociales, les arts), du théâtre, du cinéma, voire des médias. Il dessine une nouvelle géographie où les traductions ne se feraient pas seulement vers l'arabe, mais de l'arabe vers d'autres langues européennes, de l'arabe vers d'autres langues du Sud, d'autres langues du Sud vers l'arabe. Il inclut dans sa perspective les enjeux de formation et de diffusion. Loin de prendre forme *ex nihilo*, cette proposition s'inscrit dans l'horizon des grands moments historiques de traduction et se relie aux expériences récentes et contemporaines en la matière.

Dès le milieu des années 1990, par exemple, la Fondation européenne de la culture avait développé le très beau projet « Mémoires de la Méditerranée »<sup>21</sup> et participé au développement de la Escuela de Traductores de Toledo, coopérant également avec *Transeuropéennes*. Dans son ambition initiale de renouer avec l'École des traducteurs de Tolède des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup>, le projet tolédan a remis en lumière l'importance de la traduction entre les rives et posé des jalons pour une dynamique régionale. Sa contribution présente aux échanges hispano-arabes (colloques, résidences, traductions) est également bien connue.

Sans être directement reliés à une perspective euro-méditerranéenne, les programmes nationaux menés par certains pays européens contribuent à une circulation effective, pour une langue donnée. On peut prendre pour exemples les soutiens du Centre national des lettres à la traduction vers le français et celles du ministère des affaires étrangères à la traduction du français vers les autres langues européennes et vers l'arabe notamment (Plan Traduire), assortis d'aides à la résidence (Collège international des traducteurs d'Arles), ou encore le programme de traduction vers le grec mené par le Centre national du livre et EKEMEL à Athènes (également assorti de résidences et de formation). De nouveaux acteurs apparaissent, comme la Fondation Next Page, basée en Bulgarie, qui ouvrent des pistes de travail inédites.

Les initiatives pour conduire des projets de traduction vers l'arabe sont nombreuses et anciennes. Elles doivent être considérées à la lumière, d'une part, de la question post-coloniale, comme le rappelle Kadhim Jihad Hassan<sup>22</sup>, d'autre part, de la question post-

---

<sup>20</sup> Cf. compte-rendu de l'Atelier 2, « Images et écrits » de l'Atelier culturel de Paris.

<sup>21</sup> Traduction en plusieurs langues européennes et parution simultanée d'œuvres de grands auteurs contemporains arabes.

<sup>22</sup> *La part de l'étranger*, op. cit

socialiste, non moins importante. Richard Jacquemond, dans sa présentation des « Politiques publiques de traduction vers l'arabe des années 1950 à nos jours »<sup>23</sup>, brosse en tableau très documenté et nourri, où il inclut aussi des développements récents : le projet Kalima, à Abu Dhabi, ou l'initiative tunisienne du Centre national de traduction. En outre, des initiatives approfondies comme celle menée par la Fondation du Roi Abdul Azziz, avec la récente publication d'un catalogue très complet sur les traductions en sciences humaines et sociales vers l'arabe jouent un rôle important, tout comme d'autres institutions culturelles éminentes, telles que la Qattan Foundation ou l'IEMED, qui, sans être spécialisées dans ce domaine, sont attachées à le valoriser.

Ce projet part donc du potentiel offert par l'existant : programmes de planification et d'aides, diversité des acteurs (pouvoirs publics, éditeurs, universités publiques ou privées, fondations privées, réseaux professionnels d'éditeurs, de traducteurs, réseaux de recherche, réseaux artistiques). Cependant, l'existant est au plan régional insuffisant, compartimenté, parcellaire, hétérogène. Les chantiers sont immenses et pluriels, quantitatifs et qualitatifs. Et il manque une vision d'ensemble, des objectifs communs, des instruments communs d'évaluation, des perspectives communes de développement.

### *Comment bâtir un état des lieux ? Quelle stratégie de coordination faut-il concevoir ?*

En se penchant sur les inventaires des flux de traduction existants, et quel que soit la qualité de ces derniers, force est de constater qu'il est impossible de dégager une vision d'ensemble de la traduction en Méditerranée. Chaque inventaire répond à sa propre logique et s'ancre dans un contexte déterminé. Les données sont très compartimentées. Pour l'arabe, le catalogue de la Fondation du Roi Abdul Aziz pour la traduction des sciences humaines et sociales est, dans son champ, un précieux outil. La source la plus générale d'information, et la seule qui nous permette d'avoir une vue diachronique tout en examinant les flux par binômes (arabe/turc, turc/arabe, etc), est l'Index translationum, de l'UNESCO, qui, de l'aveu même de ses responsables lors d'un colloque de décembre 2007<sup>24</sup>, connaît des problèmes récurrents de mise à jour. Peu d'études systématiques existent concernant les flux de traduction de l'arabe vers les langues de l'UE, le turc, l'hébreu, ou de ces langues entre elles. Les traductions Sud-Sud ne font pas l'objet d'une analyse systématique. Les études de la Fondation Next Page sur « ce que lisent les Arabes » ou sur les flux de traduction du kurde vers l'arabe et le turc donnent des éclairages utiles ; le « plan traduire » du Ministère français

---

<sup>23</sup> *La traduction des sciences humaines et sociales dans le monde arabe contemporain*, op.cit.

<sup>24</sup> [www.unesco.org](http://www.unesco.org)

des affaires étrangères comporte un catalogue des livres français traduits vers l'arabe ; sous réserve d'un inventaire plus précis, l'équivalent ne paraît pas exister au niveau du British Council ou du DAAD, par exemple.

L'Index Translationum, en dépit de ses faiblesses, permet de relever des tendances lourdes, en termes qualitatifs et quantitatifs. On y relève pêle-mêle le faible niveau de traduction des grandes œuvres littéraires et de sciences humaines contemporaines autres que de langue anglaise, la traduction en surnombre des « canons » de la littérature (entre un tiers et la moitié des traductions de l'arabe vers certaines langues européennes porte sur les *Mille et une nuits*), une rupture quantitative et qualitative des traductions de l'arabe vers les pays d'Europe centrale et orientale après 1989 (on traduit moins, et autre chose), une surabondance d'œuvres religieuses traduites de l'arabe vers le turc et l'absence quasi totale des auteurs arabes contemporains dans cette même langue ; une présence inégale des grands auteurs arabes contemporains dans les langues européennes, hormis Mahfouz, une quasi absence de traduction de l'arabe vers le suédois (pour ne prendre que cet exemple), alors même que la Suède est le pays qui s'est le plus investi dans la création de la Fondation Anna Lindh pour le dialogue des cultures, etc...

Le rapport du PNUD<sup>25</sup> a, quant à lui, mis en lumière l'immense déficit de traductions vers l'arabe et ses conséquences sur le développement culturel, scientifique et humain dans le monde arabe. Son annonce avait été tonitruante, en 2004, et ses assertions font depuis lors l'objet d'un débat, comme en témoignent les visions respectives de MM. Cheddadi et Jacquemond lors du colloque de Casablanca « la traduction des sciences humaines et sociales dans le monde arabe contemporain », en octobre 2007.

Au-delà de la quantification, un état des lieux plus systématique devrait donc, pour conduire à des actions communes, répondre à d'autres questions : qu'est-ce qui est traduit ? Sur quelle initiative (programme national de traduction ou initiative d'un éditeur ou encore d'une fondation) ? Avec quelle méthode, quelles exigences et garanties de qualité ? Quel est le destin de l'œuvre traduite, comment se vend-elle ? Par qui est-elle lue ? A-t-elle subi la censure politique ou religieuse ? Est-elle présente dans les bibliothèques nationales et/ou universitaires, voire, lorsqu'elles existent, les bibliothèques municipales ? Comment les libraires la diffusent-ils ? Comment les lecteurs la reçoivent-ils ? Comment les médias s'en font-ils (ou non) les relais ? Les aspects économiques et sociaux sont également importants :

---

<sup>25</sup> « Construire une société de la connaissance », Rapport 2003 sur le développement humain arabe, du Programme des Nations Unies pour le développement

quels sont les coûts de traduction (droits d'auteurs et rémunération des traducteurs), quel est le statut des traducteurs.

Des indicateurs sont à construire pour élaborer un tel état des lieux qui, d'une manière évidente, contribuera aussi à une vision plus exacte des relations culturelles euro-méditerranéennes en général. Cet état des lieux doit valoriser l'existant, compléter les manques, produire des analyses, fournir une vision d'ensemble dans le contexte régional. Il permettra de mieux identifier les tendances lourdes dans la région et, pour chaque pays et/ou langue, pour chaque contexte local spécifique, les besoins existants.

Mené en toute indépendance, dans le souci de l'intérêt général, cet état des lieux toujours réévalué constitue un soubassement du projet « Traduire en Méditerranée », posant en permanence les questions : « Que traduire ? », « Comment traduire ? », « Pour qui traduire ? »

Il existe peu de doutes sur la nécessité d'introduire une coordination souple des programmes de traduction publics ou privés existants, comme le soulignait avec vigueur, pour la langue arabe, Gamal Ghitany<sup>26</sup> et d'encourager la concertation au sein d'un réseau informel. Il convient par contre d'envisager sur quoi ces efforts de coordination devraient porter, ce qu'ils impliquent (en termes de formation et de diffusion notamment), comment, avec la participation de tous, ils doivent être conduits.

La question d'accroître les aides financières à la traduction disponibles devra également être posée en regard de l'existant. Posées dans le domaine du livre, elles peuvent être aisément transposées sur les autres versants du projet « Traduire en méditerranée », qui ne seront pas discutés lors des États généraux de Marseille. Qui finance la traduction aujourd'hui ? Qui la décide ? Le financeur est-il le préconisateur ? Comment l'autonomie de l'éditeur peut-elle être préservée ? L'aide est-elle conditionnée à une exigence de qualité ? Peut-on parvenir à des critères de qualité communs ? Le financement de la traduction s'accompagne-t-il ou non d'une aide à la diffusion ? Inclut-il ou non le paiement des droits d'auteur ? Comment accorder le montant des droits d'auteur dans l'Union européenne aux standards dans les pays partenaires de l'UE ? Faut-il, au niveau euro-méditerranéen, créer un fonds d'aide à la traduction, autonome et, si oui, avec quelles priorités ? Est-il préférable d'encourager une pluralité d'initiatives qui seront autant d'espaces de liberté ? Quel est, à terme, le rôle du Processus de Barcelone – Union pour la Méditerranée ? Comment articuler ce travail euro-méditerranéen avec les initiatives existant dans les pays du Golfe, comment y

---

<sup>26</sup> « Quelles politiques de traduction en Méditerranée ? », séminaire à Paris en octobre 2005, op.cit.

associer aussi les pays des Balkans, dont on sait qu'ils furent longtemps, y compris dans l'ancienne Yougoslavie, des espaces de traduction ?

### *Les traducteurs, passeurs irremplaçables*

Venons-en aux traducteurs... Qui sont-ils? Comment se forment-ils ? Quelle est la valeur ajoutée des formations universitaires spécialisées en traduction ? Quels sont les besoins constatés pour permettre aux traducteurs de travailler de manière approfondie ? Faut-il développer systématiquement des temps de rencontre, des ateliers de traduction, voire des initiatives pilotes en matière de formation ? Comment développer une communauté de traducteurs participant pleinement à la dynamique du projet ? Quelle place faire à la traduction amateur, vitale pour la recherche, la vie culturelle et scientifique d'un pays, mais aussi pour le lien social ? Comment encourager un traduire au quotidien, dans les médias, dans les villes, parmi les acteurs de la société civile, où chacun puisse expérimenter le fait que les concepts mondialisés recouvrent des interprétations hétérogènes, voire contradictoires, des réalités.

### *Enjeux de la pensée critique*

Le potentiel du projet « Traduire en Méditerranée » pour nourrir une réflexion plus ample sur la traduction et les échanges est évident. A son tour, cette réflexion critique constituerait, à intervalles réguliers, un moment d'évaluation et de prospective. Elle permettrait de faire état des intraduisibles, d'y travailler, d'étudier les effets de la traduction sur les œuvres et leur diffusion, sur la transformation de la pensée, sur le renouvellement des imaginaires. Elle pourrait remettre au travail, à la lumière du contemporain, les enjeux de la retraduction (d'une œuvre, d'un auteur), mais aussi réfléchir à la place du contemporain dans la traduction. Elle veillerait à croiser les différentes disciplines et les différents champs de pratique. D'une manière prioritaire, elle devrait s'intéresser aux problèmes de rupture dans les courants de traduction et à leurs conséquences sur la pensée, la recherche, les esthétiques.

Mais un projet cohérent et méthodique d'encouragement à la traduction ne peut faire sens que si les textes traduits rencontrent leur(s) public(s) – sur scène, s'il s'agit de théâtre, ou même de poésie, dans les librairies, les salles de classe ou d'université, les bibliothèques. Par manque de temps, lors des Etats généraux de Marseille, seul le rôle des bibliothèques sera analysé, mais d'autres professions et secteurs devront être approchés dans ce cadre : les éditeurs et les libraires, souvent fragilisés par les mutations de l'écrit et de sa diffusion ; les enseignants ; les médias.

## **Engager les bibliothèques dans le développement et la circulation des savoirs**

Que l'on se penche sur la collecte systématique des archives d'auteurs, traducteurs, éditeurs, etc., sur la mise à disposition des fonds imprimés et manuscrits pour les chercheurs, sur l'accès du plus grand nombre, dans la ou les langues locales, aux œuvres présentes et passées (originales et traductions), les bibliothèques ont une contribution fondamentale à apporter pour le développement linguistique, scientifique, culturel, de leur ville, pays, région. Elles peuvent « ouvrir les archives »<sup>27</sup> d'une culture et de ses interactions avec les autres, les donner à lire, se constituant en passeurs ou médiateurs. Lieux symboliques, dont la Bibliothèque d'Alexandrie, forte de son mythe fondateur et de son architecture inspirée, est paradigmatique, les bibliothèques ne peuvent se laisser enfermer dans ce seul statut. Il leur faut, pour être vivantes, des salles pleines de livres, des imprimés, des manuscrits, des dessins ou miniatures, des photographies, voire des films, mais il leur faut aussi des publics, des salles pleines de lecteurs, des expositions visitées, un foisonnement – et des ordinateurs, pour se relier aux autres catalogues du monde... Nul ne doit, en la matière, craindre le trop plein – pas même les pouvoirs politiques ou religieux, qui font pourtant peser sur les catalogues le poids des censures.

Une bibliothèque s'inscrit toujours dans un contexte. Elle doit prendre en compte les besoins locaux, tout en se tournant vers l'extérieur et vers des partenariats qui lui permettront de valoriser ses fonds à l'étranger, de les rendre visibles dans des expositions, de les relier avec d'autres fonds, dans d'autres pays, et de renouveler ainsi la connaissance des ressources auxquelles la recherche peut avoir accès.

L'ère numérique offre de nouvelles opportunités. La Bibliothèque numérique européenne, sur la base de critères déterminés par les bibliothèques nationales elles-mêmes (et non par un moteur de recherche) reliera progressivement les catalogues en ligne et incitera à la numérisation et la mise à disposition des fonds. Le projet de partenariat engagé lors de l'atelier d'Alexandrie, en janvier 2008, par la Bibliotheca Alexandrina et l'Institut du Monde Arabe porte notamment sur ces questions. En matière de coopération et de mise en commun des champs documentaires par voie électronique, les bibliothèques universitaires, souvent plus autonomes et plus souples, ouvrent la voie. Ainsi en est-il, par exemple, du projet

---

<sup>27</sup> Expression empruntée à Mustapha Laarissa dans un entretien philosophique avec Rastko Mocnik, à l'automne 2007, à Paris. [www.paris-europe.eu](http://www.paris-europe.eu)

« Bibliothèque de la Méditerranée »<sup>28</sup>, centré sur les études méditerranéennes proprement dites, et développé depuis 2006 dans le cadre de « Ramsès » (réseau d'excellence des centres de recherche en sciences humaines sur la Méditerranée).

Au-delà des enjeux du numériques, les défis lancés aux bibliothèques en matière de partenariat sont importants. Ont-elles des stratégies communes en matière de collecte et de valorisation de leurs fonds ? Devraient-elles développer des initiatives conjointes en la matière ? En quoi un travail régional pourrait-il permettre de poser utilement la question des publics, de l'accès au livre, à la lecture, au patrimoine ? Peuvent-elles se rejoindre dans une réflexion conjointe sur la transmission aux jeunes générations ?

### **Pour conclure, quel cadre politique ?**

En juillet 2008, le Sommet de Paris a donné un nouveau tour au Partenariat euro-méditerranéen. Ce « Processus de Barcelone – Union pour la Méditerranée » se voit doté d'un nouveau mode de gouvernance et se donne pour priorité le développement de projets économiques et environnementaux de grande ampleur, mais qui, pour la plupart, figuraient déjà en partie dans les priorités de la Politique européenne de voisinage. Si l'on excepte l'initiative d'une Université euro-méditerranéenne, le Sommet de Paris n'a pas fait cas de la culture. Nul ne saurait dire si cette absence est provisoire ou durable, si la culture se verra dotée, à courte ou moyenne échéance, de nouveaux cadres opérationnels.

La Fondation Anna Lindh, quant à elle, entre dans une nouvelle phase de développement, avec une équipe grandement renouvelée et des programmes redéfinis. Son action s'inscrit selon toute vraisemblance dans la suite des conclusions et recommandations des ministres de la culture euro-méditerranéens réunis à Athènes en 2008, qui témoignent d'une volonté commune réelle : développer des projets concrets et structurants, avec un souci d'égalité dans les conditions de l'échange. Dans leur déclaration, les ministres « soulignent que la traduction, parce qu'elle met en relation les langues et les cultures et donne un large accès aux œuvres et aux idées, est un outil essentiel du dialogue interculturel et doit faire à ce titre l'objet d'un effort particulier de la part des États partenaires comme des instances de l'Union européenne »<sup>29</sup>. Dans le cadre de cette même stratégie, les ministres ont adopté la première « stratégie pour le développement du patrimoine culturel en Méditerranée », qui « vise à permettre aux citoyens de s'approprier leur patrimoine euro-méditerranéen ». En 2010, une stratégie culturelle euro-méditerranéenne verra le jour, et, après une si longue

---

<sup>28</sup> <http://bibmed.mmsb.univ-aix.fr>

<sup>29</sup> [http://ec.europa.eu/external\\_relations/euromed/docs/culture\\_concl\\_0508\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/external_relations/euromed/docs/culture_concl_0508_en.pdf)

absence, la traduction devra y figurer, dans la suite d'Athènes. Pour les centaines de millions d'habitants concernés par le Partenariat, il ne pourra s'agir d'une énième déclaration d'intention.

Le moment d'ouverture voulu par les ministres de la culture de l'Euromed croise deux événements dont il convient de mesurer la portée. Tout d'abord, le choix de Marseille en tant que capitale culturelle 2013 offre une opportunité historique non seulement à Marseille, aux Bouches-du-Rhône et à la Région Provence-Côte-d'Azur, mais à la Méditerranée elle-même, invitant enfin à une large échelle le voyage des citoyens, des artistes, des imaginaires et des pensées.

Ensuite, une nouvelle dynamique vient d'émerger en Europe, sous la houlette du Commissaire européen pour le multilinguisme, Léonard Orban : la reconnaissance de la diversité et de la richesse des langues en Europe, qui doit également valoir dans les politiques extérieures de l'UE ; une vision du multilinguisme portée par Amin Maalouf qui, en tant que Président du groupe d'intellectuels sur le dialogue interculturel, a proposé que chaque citoyen pratique « une langue personnelle adoptive » en plus de sa langue maternelle et de l'anglais. Dans le cadre des Etats généraux du multilinguisme (Paris, 26 septembre 2008), un « programme européen pour la traduction » est proposé. En amont, et depuis longtemps, quelques intellectuels l'appelaient de leurs vœux. A l'occasion des États généraux, ils ont formalisé cet appel dans un texte qui emprunte à Jacques Derrida la très belle formule « Plus d'une langue »<sup>30</sup>.

Mais, parce que l'Europe est en prise sur les autres mondes et que les autres mondes sont en prise sur elle, nul ne saurait accepter une vision eurocentrée de la traduction et une logique de coopération fondée sur des rapports de centre à périphérie. La traduction se joue dans l'écart, aux frontières, et dans la réciprocité des passages.

---

<sup>30</sup> Voir [www.plus-dune-langue.eu](http://www.plus-dune-langue.eu) « Plus d'une langue : pour une politique européenne de la traduction ». On peut signer l'appel en ligne.